

Rwanda. Principale opposante au régime de Kigali, récemment arrêtée, Victoire Ingabire Umuhiza vient d'être relâchée.

Victoire que rien n'arrête

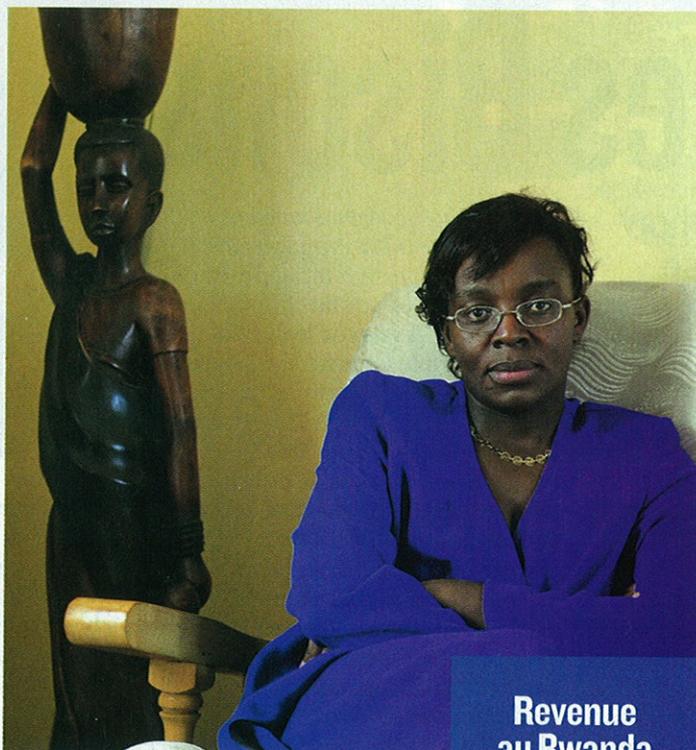
Présidente depuis avril 2006 des Forces démocratiques unifiées (FDU), le principal parti d'opposition, Victoire Ingabire Umuhiza risque sa vie tous les jours. Elle a de nouveau été arrêtée – puis libérée – après cette interview, dans un climat de forte tension. La façade démocratique du régime se lézarde un peu plus. Une dérive que dénonce le général Nyamwasa, l'un des plus hauts gradés rwandais, qui a fui le pays après l'avoir qualifié de « *dictature totale* » (la presse indépendante a été suspendue). Mère de trois enfants, Victoire Umuhiza travaillait dans une multinationale aux Pays-Bas avant de revenir à Kigali en janvier pour affronter Paul Kagame, au pouvoir depuis 1994, dans la présidentielle du 9 août prochain. Cette économiste libérale fait peur au régime, qui cherche à la faire taire. Par tous les moyens.

De quoi le régime rwandais vous accuse-t-il ? De beaucoup de choses et notamment d'être la voix du négationnisme du génocide de 1994. Tout cela est faux, sans preuves.

Mais pourquoi dites-vous que des Hutus ont eux aussi été massacrés ? Parce qu'ils l'ont été, pendant et après le génocide des Tutsis. Des crimes contre l'humanité ont été commis par les deux belligérants. Plusieurs rapports le prouvent. Même le régime le reconnaît.

Vos propos relativisent quand même le génocide tutsi... Non. Je reconnais sans équivoque le génocide des Tutsis en 1994. Mais je ne ferme pas les yeux sur d'autres crimes contre l'humanité. Il ne peut y avoir de réconciliation dans le mensonge et les demi-vérités.

Que s'est-il passé à votre retour d'Europe ? Le ministre de la Sécurité inté-



mes droits politiques, sans procès.

Que proposez-vous ? Je souhaite un dialogue inter-rwandais de réconciliation nationale pour l'instauration d'un système démocratique consacrant l'État de droit, l'égalité des chances, des garanties pour les minorités, l'éradication du clientélisme, de l'impunité, de la corruption et du trafic d'influence.

On entend pourtant dire que votre pays va mieux... C'est faux. L'espace politique est totalement verrouillé. Il y a beaucoup de prisonniers politiques. Le seul parti d'opposition enregistré vient d'éclater, miné par le pouvoir. Les autres mouvements sont obligés de choisir entre la mort ou le patronage du parti-État. Les richesses nationales sont concentrées entre les mains d'une poignée de gens gravitant autour du pouvoir et des milliers de paysans expropriés, affamés, malnutris. La libéralisation en cours ne profite qu'au pouvoir et à ses soutiens.

Qu'attendez-vous de la communauté internationale ? Les grands bailleurs de fonds et les partenaires du Rwanda ne semblent pas mesurer la gravité de la situation : ils gardent le silence pendant que le pays s'enfonce dans une nouvelle crise. Le peuple se sent abandonné.

Et la France ? La patrie des libertés et de la démocratie est totalement absente. Nous attendions beaucoup de la visite du président Nicolas Sarkozy. C'est une occasion manquée, mais nous gardons espoir. Nous ne croyons pas que la France continuera à fermer les yeux sur le renforcement de la dictature au Rwanda.

Propos recueillis par
FRÉDÉRIC PONS

Revenue au Rwanda pour la présidentielle d'août, elle fait peur à l'autocrate Paul Kagame.

rieure a dit que le Rwanda ne permettrait jamais aux "révisionnistes" de s'exprimer, interprétant mes propos comme un soutien aux génocidaires hutus. J'ai été victime d'un lynchage médiatique orchestré par les médias d'État. J'ai été agressée, mes papiers m'ont été volés. Le 8 février, le président Kagame m'insultait publiquement. J'ai subi de longues séances d'interrogatoire, d'une durée moyenne de sept heures.

Votre parti peut-il encore faire campagne ? Non. Des membres de l'opposition ont été tabassés sans que les forces de l'ordre réagissent. Le régime s'appuie sur sa milice, la Local Defense Force. L'administration nous a informés que, « *aussi longtemps que les enquêtes policières continuent* », je ne serai pas autorisée à tenir un congrès politique au Rwanda. Je suis interdite de sortie du territoire. Si la police décidait de poursuivre ses enquêtes indéfiniment, je resterais ainsi privée de